

Neunte Sitzung – Neuvième séance

Montag, 17. Juni 2002

Lundi, 17 juin 2002

17.15 h

01.079

Bundesgesetz über die politischen Rechte

Droits politiques.

Loi fédérale

Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 30.11.01 (BBI 2001 6401)
Message du Conseil fédéral 30.11.01 (FF 2001 6051)

Nationalrat/Conseil national 19.03.02 (Erstrat – Premier Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 05.06.02 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Nationalrat/Conseil national 11.06.02 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 17.06.02 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 18.06.02 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 19.06.02 (Differenzen – Divergences)
Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 20.06.02
Nationalrat/Conseil national 20.06.02 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.02 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 21.06.02 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 21.06.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesgesetz über die politischen Rechte Loi fédérale sur les droits politiques

Art. 86a

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Cornu, Béguelin, Brunner Christiane)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Spoerry

Der Bund kann vor Nationalratswahlen Informations- und Sensibilisierungskampagnen durchführen, insbesondere zur Förderung der Stimmteilnahme sowie zur Förderung einer ausgeglicheneren Vertretung der Geschlechter im Parlament.

Art. 86a

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Cornu, Béguelin, Brunner Christiane)

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Spoerry

La Confédération peut, avant l'élection du Conseil national, lancer des campagnes d'information et de sensibilisation des électeurs, notamment dans le but d'accroître leur participation au vote et d'encourager une représentation plus équilibrée des deux sexes au Parlement.

Wicki Franz (C, LU), für die Kommission: Bei dieser Vorlage haben wir noch eine einzige Differenz, nämlich bei Artikel 86a, Informationskampagnen zu Wahlen. Der Nationalrat hat mit 100 zu 52 Stimmen an seinem Beschluss festgehalten.

Ihre Kommission beantragt Ihnen nach längerer Diskussion klar mit 10 zu 3 Stimmen, am Beschluss unseres Rates vom 5. Juni festzuhalten, d. h. Artikel 86a über die Informationskampagnen zu Wahlen zu streichen. Eine Minderheit (Cornu) beantragt Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Die Kommissionsmehrheit ist der Auffassung, dass Informationskampagnen zu Wahlen auf Bundesebene nicht notwendig sind. Die Überschrift lautet «Informationskampagnen»; liest man aber die ganze Bestimmung, so sind dies einerseits Informations- und Sensibilisierungskampagnen allgemeiner Art, und andererseits Kampagnen insbesondere zur Förderung bestimmter Gruppen von Bürgerinnen und Bürgern.

Erneut wurde in der Kommission darauf hingewiesen, wie schwierig es sein würde, Informations- und Sensibilisierungskampagnen von direkter Wahlbeeinflussung abzugrenzen. Bei den kleinen Kantonen, wo ein bis zwei Mandate zu verteilen sind, wirkt sich die Förderung von bestimmten Gruppen als Kandidatinnen- und Kandidatenförderung aus. Was die rechtliche und faktische Gleichberechtigung von Frau und Mann anbetrifft, wurde auf die Aufgaben und die Tätigkeit der Institution des Eidgenössischen Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann hingewiesen. Im Budget für dieses Amt sind insgesamt rund 6 Millionen Franken eingestellt.

Zum Schluss folgender Hinweis: Die Informations- und Sensibilisierungskampagne kann dann einen Sinn haben, wenn sie in den Wahlkreisen selbst, das heisst in den Kantonen, gemacht wird. Die Kommissionsmehrheit ist klar der Auffassung, dass es nicht Sache des Bundes ist, hier Kampagnen zu machen.

Auf Ihrem Tisch liegt noch ein Antrag Spoerry, den ich soeben gesehen habe. Frau Spoerry beantragt eine modifizierte Fassung gemäss Entwurf des Bundesrates, wenn ich das richtig sehe.

Cornu Jean-Claude (R, FR): A chaque votation, à chaque élection, nous nous plaignons du manque de participation, de la désertification des bureaux de vote. Ce phénomène n'est de loin pas propre à la Suisse. Regardez ce qui s'est passé en France ces deux derniers week-ends: des taux historiques d'abstention, la canicule n'expliquant pas tout, à tout le moins pour le premier tour de ces législatives.

Or, chez nous, c'est pire encore, non pas parce que les taux d'abstention sont plus élevés, mais surtout parce que nous sommes, nous, prétendument les champions déclarés de la démocratie. Et c'est là que j'ai de la peine à suivre une partie d'entre vous. Les mêmes qui réclament plus de démocratie, de contrôle populaire – nous en avons eu un dernier exemple jeudi passé: soumission au référendum populaire de l'adhésion de la Suisse au mécanisme de l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (01.052), et je ne cite que le dernier exemple –, se retrouvent et se liguent maintenant pour lutter contre une modeste proposition qui vise précisément, avant toute chose et entre autres, à lutter contre l'ennemi déclaré de la démocratie, l'abstentionnisme.

Où se situe le problème? Le Conseil fédéral a proposé, dans le cadre de la révision de la loi sur les droits politiques, d'inscrire dans celle-ci une règle permettant, le cas échéant et si nécessaire – une «Kann-Vorschrift» –, de prévoir un certain montant au budget afin de financer avant les élections générales – donc tous les quatre ans – des campagnes de sensibilisation contre l'abstentionnisme et pour une meilleure participation des femmes non seulement au scrutin, mais aussi sur les listes de candidatures.

En effet, en 1999, Mme Brunner Christiane l'a rappelé lors de la première navette, si les Commissions des finances ne s'étaient pas opposées à l'idée d'une telle campagne, elles avaient relevé le défaut de base légale pour pouvoir dégager les fonds nécessaires. Or, c'est bien cette base légale qui nous est maintenant proposée et qui est rejetée par la majorité de la commission, mais également par notre Conseil en



première délibération, à une très courte majorité, il faut le dire, par 17 voix contre 15, alors que le Conseil national l'a acceptée à plus de deux contre un.

Le Conseil national a maintenu sa décision, qui incluait les jeunes dans les cercles à motiver spécialement. La minorité, au nom de laquelle je m'exprime, vous propose maintenant de suivre le Conseil national.

Sur le fond, où se situe le problème? On l'a déjà dit: d'abord, les gens boudent les urnes, ne s'intéressent plus à la politique, à l'exercice de leurs droits fondamentaux d'élire et de voter. C'est dur pour l'une des plus vieilles démocraties du monde. N'est-il dès lors pas raisonnable d'admettre que tous les quatre ans, la Confédération dépense quelques sous pour essayer de contribuer à inverser cette tendance? Ensuite, la constitution nous impose de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, de pourvoir à leur égalité de droit et de fait. C'est l'article 8 de la constitution, notamment son alinéa 3 qui le prescrit.

Dans le plan d'action de la Suisse élaboré pour mettre en oeuvre les décisions prises lors de la 4e Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes qui s'est tenue à Pékin en 1995, plan d'action élaboré par la suite par un groupe de travail interdépartemental de la Confédération, on peut lire notamment: «Mesure No 6: promouvoir» – promouvoir! – «une participation égale des femmes dans les positions et fonctions politiques et dans les partis.»

Les chiffres sont éloquents. Je me réfère à l'Annuaire statistique de la Suisse 2002, page 752, où l'on peut lire: «Bien que les femmes soient majoritaires parmi les électeurs inscrits – 53 pour cent –, leur représentation reste inférieure à 25 pour cent en moyenne dans les parlements et les gouvernements, au niveau cantonal comme au niveau fédéral.»

Annuaire statistique de la Suisse 2001, page 738: «Dans la plupart des pays d'Europe, on n'observe plus guère de différence entre les sexes quant à la participation aux élections. En Suisse, la participation des femmes reste inférieure de 10 à 15 points à celle des hommes. Quant aux jeunes, leur participation au scrutin reste nettement plus basse que celle des classes d'âge plus élevées. Pour 1999, 26 pour cent de participation pour les 18–24 ans contre 35 pour cent pour les 25–44 ans, et ensuite 54 pour cent pour les classes d'âge supérieures.»

Ma première conclusion est donc la suivante: il reste un gros, gros travail d'information à faire pour que les femmes d'une part, et les jeunes d'autre part s'intéressent plus et plus tôt à la vie politique de notre pays et prennent ainsi part au jeu démocratique qui nous est si cher.

S'agissant des candidatures notons aussi que, pour la première fois depuis l'introduction du suffrage féminin, le nombre de candidatures féminines lors des dernières élections a été inférieur à celui enregistré lors des élections précédentes. En 1995, 990 femmes et 1844 hommes ont au total brigué un mandat, contre 983 femmes et 1862 hommes en 1999. La proportion des femmes est ainsi passée, ou a baissé, de 34,9 pour cent à 34,6 pour cent. Il y a des différences significatives entre les partis, mais je ne les citerai pas afin de ne pas heurter la sensibilité politique des uns et des autres. Cela dit, il apparaît que les opposants se recrutent parmi les partis où les femmes sont très largement sous-représentées. Vous trouverez ces chiffres et d'autres dans l'intéressant tiré à part de l'Office fédéral de la statistique, «Les femmes et les élections au Conseil national 1999».

Si vous me permettez, chers collègues masculins, d'être quelque peu cynique: si cela peut vous rassurer, je vous dirai que les chiffres parlent d'eux-mêmes. A savoir que ce n'est pas parce qu'il y a des candidates, ou mieux des candidatures féminines, que des femmes sont élues. Ainsi le taux d'élection des candidates est nettement plus bas que celui des candidats, donc des hommes. Depuis 1971, si le taux d'élection des hommes est resté relativement constant, entre 109 et 122 points, celui des femmes s'est situé entre 32 et 70 points. Les candidates avaient donc 2 à 4 fois moins de probabilité de se faire élire, même lorsqu'elles étaient en liste. Lors des élections au Conseil national de 1999,

la probabilité des femmes de se faire élire était encore 1,7 fois plus basse que celle des hommes.

Au-delà des chiffres, je pense que c'est le moment de préciser aussi que les campagnes de sensibilisation ne viseraient en aucun cas à soutenir telle ou telle candidature, mais seulement à inciter les gens à aller voter, à inciter les femmes et les jeunes à se mettre en liste, et cela de manière tout à fait neutre, tous partis confondus. De même, on ne pourra pas faire au Conseil fédéral l'éventuel reproche de sortir de son rôle, car avec les mesures préconisées, l'indépendance des électrices et des électeurs de notre pays ne serait nullement remise en cause.

Je crois qu'il est temps que nous en finissions avec ce jeu des navettes sur un point qui nous fait apparaître une fois encore, j'ose le dire, comme étant une Chambre quelque peu trop conservatrice.

Aussi, je vous propose vivement de soutenir la proposition de minorité, à savoir d'adhérer à la décision du Conseil national. Cela dit, et après en avoir parlé avec les collègues qui ont souscrit à la proposition de minorité; si cela peut être la solution qui permettra d'avancer, de liquider définitivement ce problème dramatique, nous ne verrions pas d'objection à nous rallier à la proposition de compromis qu'a formulée Mme Spoerry.

Spoerry Vreni (R, ZH): Mit meinem Antrag möchte ich versuchen, eine Brücke zu einem Kompromiss zwischen den beiden Kammern zu bauen. Ich schlage vor, dass der Bund vor den Nationalratswahlen zwar Informations- und Sensibilisierungskampagnen durchführen kann, aber lediglich zur Förderung der Stimmabteilung sowie zur Förderung einer ausgeglicheneren Vertretung der Geschlechter im Parlament. Ich verzichte also auf die ausdrückliche Erwähnung der Förderung von Frauenkandidaturen und auch auf die vom Nationalrat neu eingeführte Förderung von jungen Kandidaten und Kandidatinnen. Mein Antrag entspricht dem Antrag, den die SPK-NR für das Plenum vorgeschlagen hat.

Nach meiner Ansicht trägt diese Fassung allen verfassungsmässigen Bedenken Rechnung, welche hier von Kollegen bei der letzten Beratung geäussert worden sind. Die Formulierung ist geschlechtsneutral, und es werden keine spezifischen Gruppen unserer Bevölkerung speziell erwähnt und als besonders förderungswürdig hervorgehoben.

Niemand kann bestreiten – Herr Cornu hat das soeben auch nochmals ausgeführt –, dass die Stimmabteilung bei den eidgenössischen Wahlen nicht berauschen ist und dass sie sich im Verlaufe eines Jahrhunderts von 80 auf 40 Prozent halbiert hat. Wenn dieser Trend nicht gebrochen oder zumindest gestoppt werden kann, leidet die Verankerung des eidgenössischen Parlamentes in der Bevölkerung massiv.

Ebenfalls kann niemand in Abrede stellen, dass die Geschlechter in unserem Parlament ungleich vertreten sind und eine bessere zahlenmässige Ausgewogenheit wünschbar wäre.

Ich verstehe aber alle, die keine Freude daran haben, wenn explizit bestimmte Kategorien unserer Bevölkerung eine Sonderbehandlung erfahren sollen. Hingegen meine ich, dass es wegen der faktischen Gleichstellung ein verfassungsmässiger Auftrag ist, dazu beizutragen, den Wählerinnen und Wählern ein möglichst ausgewogenes Angebot an Kandidaten und Kandidatinnen zu präsentieren.

Damit wird kein Einfluss auf das Wahlergebnis genommen. Der Entscheid der Wahlberechtigten bleibt frei. Aus Respekt vor dem freien Wählerwillen haben wir – und auch ich – mit Überzeugung seinerzeit eine Quotenregelung abgelehnt. Wir wollten keine ergebnisorientierten Massnahmen implementieren. Nicht wenige machten damals aber deutlich, dass über angebotsseitige Massnahmen durchaus diskutiert werden könne. Jetzt wird eine solche Massnahme vorgeschlagen. Sie hat zudem in meiner Fassung den Vorteil, dass sie geschlechtsneutral formuliert ist. Sollte einmal die Situation eintreffen, dass das männliche Geschlecht einen gewissen Support braucht, ist dafür auch bereits die Grundlage gegeben.

Ich möchte Ihnen deshalb beliebt machen, der von mir vorgeschlagenen Fassung zuzustimmen. Dies scheint mir auch noch aus einem anderen Grund wichtig zu sein. Es handelt sich hier um die letzte Differenz zwischen den beiden Kammern. Der Nationalrat ist dem Ständerat in fünf Punkten gefolgt. Lediglich bei der Frage der Sensibilisierungskampagnen hält er an seiner Fassung fest – dies mit einem Stimmenverhältnis von zwei zu eins, währenddem in unserem Rat die Streichung der Sensibilisierungskampagnen lediglich mit einem Unterschied von zwei Stimmen beschlossen worden ist. Wenn wir dennoch bei dieser Frage kein Einlenken zeigen, laufen wir Gefahr, dass dieses Gesetz nicht mehr in dieser Session verabschiedet werden kann. Das aber wäre mit Blick auf die Nationalratswahlen 2003 im höchsten Maße bedauerlich. Warum? Die Vorlage ermöglicht den Parteien die freiwillige Eintragung in ein Parteienregister der Bundeskanzlei. Dafür können sie unter gewissen Bedingungen von administrativen Erleichterungen bei den Vorbereitungen für die Nationalratswahl profitieren.

Gemäss Artikel 76a Absatz 4 der Vorlage müssen die eidgenössischen Räte die Einzelheiten dieses Parteienregisters noch in einer Verordnung regeln. Nur wenn beide Räte diese Verordnung in der Wintersession 2002 verabschieden – vorausgesetzt, dass kein Referendum gegen das Gesetz ergriffen wird –, können wegen des vorgegebenen Prozederes die erwähnten Erleichterungen für die Eingabe der Wahlvorschläge bei den nächsten Nationalratswahlen wirksam werden. Ich nehme an, dass Frau Bundeskanzlerin Huber-Hotz diesen Zusammenhang noch besser und präziser erklären kann, als mir das möglich ist.

Ich möchte noch ein letztes Wort zum Geld sagen: Ich bin die Erste, welche zusätzlichen Ausgaben gegenüber kritisch ist und volles Verständnis für jene hat, die auch bei verhältnismässig kleinen Beträgen den Warnfinger erheben. Ich möchte dies ebenfalls tun und die Verwaltung bitten, den Kosten bei diesen Massnahmen höchste Aufmerksamkeit zu schenken, so ungefähr nach dem Motto «Fantasie statt Auslagen». Ich bin sicher, dass sich die Verwaltung der Herausforderung stellt, weiss sie doch, dass diese Vorschrift lediglich eine Kann-Vorschrift ist und die einzelnen Kredite vom Parlament erst noch genehmigt werden müssen. Voraussetzung dafür ist sicher, dass die Projekte durch Kostenbewusstsein, aber auch durch Wirksamkeit überzeugen.

In diesem Sinne bitte ich Sie, meinem Vermittlungsantrag zuzustimmen und damit das Unsere dazu beizutragen, dass diese Vorlage noch in dieser Session verabschiedet werden kann.

Briner Peter (R, SH): Ich bin der Meinung, dass wir trotz des soeben von Frau Spoerry erörterten vermeintlichen Sachzwangs der Mehrheit folgen sollten.

Was soll eine Sensibilisierungskampagne zur Förderung beispielsweise der Stimmabstimmung bewirken? Gestimmt und gewählt wird in ungefähr 2900 Gemeinden der Schweiz. Mit der brieflichen Stimmabgabe können Sie das während rund vier Wochen tun. Hier den Werbefranken gezielt einzusetzen, wäre vermutlich noch schwierig. Einzelne rührige Gemeinden organisieren Stimm-Apéro oder andere mehr oder weniger originelle so genannte Events zur Hebung des Stimmfiebers. In jedem Dorf stehen Posters mit der Aussage «Heute Abstimmung», ohne dass damit die Stimm- und Wahlbeteiligung nachhaltig beeinflusst werden könnten.

Jetzt kommen Sie und möchten dies mit einer Million Franken ändern. Ich muss Ihnen sagen: Dieses Geld können Sie geradesogut zum Fenster hinauswerfen! Sie werden damit nämlich wenig bis nichts bewirken. Mein Kanton hat hier ein Rezept, das er hartnäckig verteidigt; das ist die Stimmplikte. Sie kostet zwar auch Geld, denn das Eintreiben der Gebühren für unentschuldigte Stimmabsenzen kostet mehr, als die verbuchten Einnahmen ausmachen. Aber wenigstens ist diese Massnahme wirkungsvoll: Die durchschnittliche Stimmabstimmung liegt im Kanton Schaffhausen bei ungefähr 60 Prozent.

Aber darum geht es ja gar nicht. Es geht um ein Stimm- und Wahlrecht, das vorbehaltlos wahrgenommen werden soll. Wenn die Abstimmungsfragen interessant, der Wahlkampf spannend, die Persönlichkeiten engagiert sind, sind die Bürgerinnen und Bürger gewöhnlich durchaus an der Urne zu treffen, ohne dass wir zuvor flächendeckend eine Million Franken im eigentlichen Sinne des Wortes «verpulvern».

Stähelin Philipp (C, TG): Ich muss Ihnen gestehen, dass der Vermittlungsantrag Spoerry in mir durchaus Sympathien weckt. Dieser Antrag lag natürlich in der Kommission nicht vor, und wir haben uns auch nicht darüber unterhalten, und jetzt sehe ich ihn hier seit fünf, zehn Minuten auf dem Tische liegen. Vielleicht ist er noch nicht bis ins Letzte ausgegoren. Wer hätte etwas gegen eine Förderung der Stimmabstimmung? Wir alle wissen, dass es mit der Stimmabstimmung in diesem Lande nicht zum Besten steht, wir alle möchten sie fördern können. Mein Vorredner hat allerdings gerade vorhin gesagt, die Aktionen vor Ort auf Gemeindeebene, auf kantonaler Ebene hätten in der Regel nicht allzu viel gebracht. Trotzdem dürfen wir hier die Hoffnung nicht aufgeben. In diese Richtung, meine ich, sind wir sicher alle für gute Ideen empfänglich. In meinen Augen liegt der heikle Punkt ja darin, dass bei der Förderung einer ausgeglicheneren Vertretung der Geschlechter im Parlament, insbesondere in kleinen und kleineren Kantonen, sehr rasch eine direkte Beeinflussung des Wahlergebnisses durch den Staat erfolgen kann. Das wiederum wollen wir klar nicht, auf die Gefahren hat ja in der letzten Debatte insbesondere Kollege Inderkum nachdrücklich hingewiesen. Das wollen wir nicht, und das müssen wir vermeiden! Aber ich sehe bei dieser Fassung die Gefahr natürlich nach wie vor, und zwar insbesondere darum, weil sich ja eine solche Kampagne offenbar bis zum Zeitpunkt der Wahl selbst fortsetzen kann. Gleichgültig, wie die Kandidaturen aussehen, betreffen die Kampagnen dann natürlich die realen Kandidaturen auch sehr real.

Deshalb habe ich auch mit dieser Fassung Mühe. Ich könnte mir ein solches Vorgehen durchaus vorstellen, wenn die Förderungsmassnahmen einer ausgeglichenen Geschlechtervertretung zu einem bestimmten Zeitpunkt vor dem Wahltermin eingestellt würden, also beispielsweise nicht mehr in den letzten zwei Monaten vor der Wahl selbst stattfinden könnten. Ich betrachte sonst die Gefahr der Einflussnahme auf das personelle Wahlergebnis als zu gross.

Sie sehen, welcher Richtung ich mich anschliessen könnte. Dieser Antrag scheint mir noch ungenügend zu sein. Wenn wir uns jetzt der Mehrheit anschliessen, kommt es aller Voraussicht nach zu einem Einigungsverfahren, und vielleicht könnten wir auf dieser Grundlage dann den Weg finden. Ich werde deshalb heute noch mit der Mehrheit stimmen; Sie haben das «noch» gehört.

Schmid Carlo (C, AI): Ich unterstütze die Mehrheit und wende mich gegen die Minderheit. Ich kann alles unterschreiben, was Kollege Wicki gesagt hat. Ich muss Sie aber auch bitten, den Antrag Spoerry abzulehnen. Frau Spoerry hat begründet, was sie nicht beantragt hat, und verkauft ihren Antrag als Vermittlungsantrag, indem sie den Passus «zur Förderung von Jugendkandidaturen» streicht. Sie hat wörtlich gesagt, nach ihrem Antrag sei lediglich die Förderung der Stimmabstimmung sowie die Förderung einer ausgeglichenen Vertretung der Geschlechter im Parlament möglich – lediglich! Im Antrag Spoerry steht «lediglich» aber nicht drin, es steht «insbesondere» drin! «Insbesondere» öffnet natürlich Tor und Tür für alles, was denkbar ist. Im entscheidenden Punkt ist hier gerade nicht eine Vermittlung passiert, sondern im Prinzip die Dissimulation dessen, was man an sich nicht vermittelt hat.

Wenn ich weiterdenke, besteht das Grundübel an diesem «insbesondere» natürlich darin, dass mit diesem neuen Artikel 86a eben nicht nur Informations- und Sensibilisierungskampagnen zur Förderung der Stimmabstimmung, zur Förderung der Jungen und zur Förderung einer gleichmässigen Vertretung der Geschlechter möglich sind; mit dem «insbe-

sondere» wären vielmehr auch Kampagnen möglich, welche in den politischen Bereich hineingehen und der Bundesverwaltung ermöglichen, vor den Nationalratswahlen noch das politisch Korrekte zu propagieren. Dann wären wir in der Situation, dass der Bundesrat vor Sachabstimmungen sein Bundesbüchlein herausgibt und vor Nationalratswahlen das Schweizer Volk mit Informations- und Sensibilisierungskampagnen in die von ihm gewünschte Richtung überzieht. Die Bundesverwaltung und auch der Bundesrat sind ein Organ eines Bundes, dessen politische Ausrichtung alle vier Jahre vom Souverän bestimmt wird. Jene Kreise, die bestimmt werden, sollen sich da aus der Situation heraushalten. Ich halte es für absolut unerträglich, wenn der Bund vor Nationalratswahlen Politik in Richtung dieser oder jener Geisteshaltung betreibt. Das geht ihn nichts an, aber das könnte er mit Artikel 86a tun.

Ich bitte Sie daher, der Mehrheit der Kommission zu folgen und den ganzen Artikel zu streichen.

Brändli Christoffel (V, GR): Wenn der Staat mit Steuergeldern versucht, auf Abstimmungen und Wahlen Einfluss zu nehmen, ist das nicht von Gutem. Ich glaube, auch ein Wahlkampf muss durch die Kandidaten, die Parteien und die politische Auseinandersetzung entschieden werden, und nicht durch staatliche Interventionen mit Steuergeldern. Es wurde auf die möglichen Verzerrungen hingewiesen, die dadurch entstehen können. Ich sehe also auch keinen Kompromiss, wie ihn Kollege Stähelin – weil er den Antrag Spoerry erst während fünf Minuten gesehen hat – in Aussicht stellt. Ich gehe davon aus, dass er auch der Kommissionsmehrheit folgt und an unserem Beschluss festhält.

Es gibt natürlich viele andere Beispiele. Es hat bei der Uno-Frage «eingerissen», dass wir uns in Abstimmungskämpfe eingemischt haben. Man hört davon, dass auch im Zusammenhang mit der Solidaritätsstiftung einige Grossveranstaltungen organisiert oder mitgetragen werden. Ich meine, wir sollten hier einen Riegel vorschieben und konsequent sagen: Es ist nicht Aufgabe des Bundes, derartige Aktionen mit Steuergeldern zu finanzieren.

Ich bitte Sie deshalb dringend, der Kommissionsmehrheit zu folgen. Ich bin auch der Meinung, dass wir diese Auffassung über die Einigungskonferenz hinaus durchziehen sollten.

Spoerry Vreni (R, ZH): Kollege Carlo Schmid, mit Bezug auf das Wort «insbesondere» haben Sie mit Ihren Ausführungen Recht. Ich habe überhaupt kein Problem damit, das Wort «insbesondere» zu streichen. Denn ich meine wirklich das, was da steht: dass diese Sensibilisierungskampagnen zur Förderung der Stimmabstimmung und zur Förderung einer ausgewogenen Verteilung der Geschlechter im Parlament dienen sollen – nicht mehr und nicht weniger. Das Wort «insbesondere» ist hineingerutscht, weil ich mich an die vorgegebenen Texte angelehnt und das offenbar etwas zu stark getan habe. Ich korrigiere – wenn Sie das so entgegennehmen – meinen Antrag dahin gehend, dass das Wort «insbesondere» wegfällt. Ich könnte mir auch durchaus vorstellen, dass man sagt, bis wann und in welchem Zeitpunkt diese Kampagnen zu führen sind; wahrscheinlich muss man das noch näher präzisieren.

Ich möchte nochmals darauf hinweisen: Es geht um eine Kann-Bestimmung. Die Kredite müssen vorgelegt werden, gleichzeitig muss auch gesagt werden, was man wie machen will; das ist dann wieder dem Entscheid des Parlamentes anheim gestellt. Damit ist meines Erachtens die Gefahr gebannt, dass eine ungewollte, auch von mir nicht gewollte Beeinflussung in Bezug auf das Wahlergebnis stattfinden könnte. Es geht um die Angebotsseite, damit die Wählerinnen und Wähler auch eine effektive Wahl haben.

Zum Schluss möchte ich nochmals auf Folgendes hinweisen: Die Worte waren jetzt sehr hart; man gibt nicht nach. Wir sind im Differenzbereinigungsverfahren. Die Resultate im Nationalrat lassen darauf schliessen, dass er relativ entschlossen ist, in diesem Bereich etwas zu tun. Man sollte am Schluss die ganze Vorlage nicht wegen dieses einen Punk-

tes scheitern lassen, den ich persönlich nicht als weltbewegend ansehe. Es ist ein Antrag, der aus der Ablehnung der Quoteninitiative hervorgegangen ist. Damals hat man gesagt, eine ergebnisorientierte Quotenregelung wolle man nicht. Aber wir überlegen uns, ob man sonst etwas tun kann, um dem Verfassungsauftrag der faktischen Gleichstellung gerecht werden zu können. So gesehen, glaube ich, müssen wir zu einem vernünftigen Kompromiss Hand bieten. Diese Formulierung scheint mir einer zu sein.

Ich danke Ihnen, wenn Sie sich dem anschliessen.

Wicki Franz (C, LU), für die Kommission: Der Antrag Spoerry lag der Kommission nicht vor, und deshalb beantrage ich Ihnen, diesen Antrag abzulehnen und am Antrag der Mehrheit, den ich begründet habe, festzuhalten.

Zum Antrag Spoerry möchte ich doch noch Folgendes festhalten: Klar, im Gesetzestext heisst es «kann», aber ich habe es das letzte Mal ausgeführt – und das ist auch die Auffassung unserer Kommission –: Wenn Sie diese Kann-Bestimmung haben, wird sie zur Muss-Bestimmung. Der Bund wird, wenn diese Kann-Vorschrift besteht, sicher nicht nichts machen können; das ist ganz klar, denn diese Bestimmung steht im Gesetz. Frau Spoerry hat inzwischen ihren Antrag korrigiert, das «insbesondere» – wenn ich das zuhanden des Protokolls festhalten kann – ist gestrichen. Sie widersprechen sich nicht mehr, sonst hätte ich das auch noch anführen müssen.

Einen Punkt muss ich noch korrigieren: Sie haben den Zeitdruck erwähnt. Dieser angebliche Zeitdruck besteht nicht in der Art, wie Sie ihn geschildert haben, Frau Spoerry. Ich habe einen möglichen Fahrplan vor mir, wie die Differenzbereinigung stattfinden kann, auch wenn wir hier festhalten. Es ist durchaus möglich, die Differenzen noch in dieser Session zu bereinigen, auch wenn Sie dem Antrag der Kommission zustimmen.

Huber-Hotz Annemarie, Bundeskanzlerin: Ich bin mir bewusst, dass es bei dieser Differenz nicht um eine Schicksalsfrage geht und dass sie im Rahmen dieser Revision vor allem nicht zur Schicksalsfrage hochstilisiert werden darf. Trotzdem liegt es mir mit Blick auf die kommenden Wahlen sehr am Herzen, dass der Staat die Möglichkeit erhält, etwas zur Förderung der Wahlbeteiligung und zur ausgewogenen Vertretung der Geschlechter beizutragen. Ich möchte betonen, dass es nur um die Nationalratswahlen und nicht um Sensibilisierungskampagnen im Vorfeld von Abstimmungen geht; davon ist nicht die Rede. Der Wortlaut ist klar auf die Nationalratswahlen beschränkt, die einmal alle vier Jahre stattfinden. Im Übrigen hat der Bundesrat, was seine Politik im Hinblick auf Volksabstimmungen betrifft, einen entsprechenden Bericht verabschiedet, der Ihrer Kommission auch zugestellt wurde. Dort werden die Grenzen und Limiten des Einsatzes in diesem Bereich klar dargelegt.

Ich denke, dass es gerechtfertigt ist, einen zusätzlichen Beitrag zum Courant normal im Hinblick auf die nächsten Nationalratswahlen zu leisten. Meines Erachtens sind sowohl das Ausmass als auch die in Aussicht genommenen bescheidenen Mittel – es handelt sich um eine Kann-Formulierung – angemessen und verhältnismässig. Das vergangene Wochenende hat gezeigt, dass die Wahlbeteiligung auch in anderen Staaten zurückgeht und dieser Rückgang dort beklagt wird. In Frankreich gingen aber immerhin über 60 Prozent der Stimm- und Wahlberechtigten an die Urnen. Dass die Schweiz als Musterbeispiel der direkten Demokratie mit einer Wahlbeteiligung um die 40 Prozent noch viel schlechter dasteht als das Ausland, ist für mich bedenklich. Es muss uns einfach gelingen, neue Wählerkreise und die junge Generation an die Wahlurnen zu bringen. Das ist das Anliegen dieser Gesetzesbestimmung.

Ich schlage Ihnen deshalb vor, zumindest diese gesetzliche Grundlage zu schaffen und uns damit zu ermöglichen, dass wir mit den bescheidenen Mitteln versuchen können, einen Beitrag an unsere Demokratie zu leisten, aber auch den Gleichstellungsartikel zu verwirklichen.

Frau Spoerry, aber auch Herr Cornu haben ausführlich die Gründe dargelegt und daran erinnert, welche Versprechungen anlässlich der letzten Wahlen abgegeben wurden. Über die finanziellen Mittel werden Sie im Rahmen des Budgets beschliessen können. Es wird dann unsere Aufgabe sein, im Hinblick auf die Wahlen nach 2003 zu evaluieren, ob die geplanten Informations- und Sensibilisierungskampagnen die gewünschten Resultate auch wirklich erzielen.

An die Adresse von Herrn Briner: Wir werden dann auch prüfen, ob es nötig ist, weiter zu gehen und vielleicht das Modell des Kantons Schaffhausen bei einer nächsten Gesetzesrevision in unsere Vorlage aufzunehmen. Wenn Sie uns aber diese gesetzliche Grundlage nicht geben, wird es uns nicht möglich sein, zu beweisen, dass eine Informations- und Sensibilisierungskampagne einen Beitrag für eine glaubwürdige Demokratie leisten kann.

Frau Spoerry greift mit ihrem Antrag die ursprüngliche Fassung der Staatspolitischen Kommission des Nationalrates auf, welcher auch der Bundesrat zugestimmt hat. Diese Fassung war auch die Grundlage für die Diskussion in der Staatspolitischen Kommission des Ständerates. Insofern liegt hier eigentlich kein neuer Antrag vor, sondern ein Antrag, den Sie auch bei der ersten Lesung gekannt haben.

An die Adresse von Herrn Stähelin möchte ich doch sagen, dass es uns ein Anliegen sein wird, eine solche Kampagne rechtzeitig zu lancieren. Wir wollen diese Sensibilisierung nicht erst einen Monat vor dem Wahlgang, sondern rechtzeitig vornehmen, damit wir bereits zu dem Zeitpunkt, wo die Parteien die Kandidatenlisten aufstellen, mit unserer Kampagne wirksam werden.

Ich bitte Sie deshalb, diesem Kompromissvorschlag, dem Antrag Spoerry, auch in der abgeänderten Form zuzustimmen, um damit auch zu ermöglichen, dass die Vorlage in dieser Session verabschiedet werden kann. Das ist für uns absolut notwendig, vor allem auch für die Kantone, die nach dieser Gesetzgebung ihre eigene Gesetzgebung anpassen müssen. Die Gesetzgebung in den Kantonen sollte noch dieses Jahr erfolgen können, damit sowohl die Kantone als auch die Bundeskanzlei für die Eröffnung der Vorbereitungsarbeiten für die Nationalratswahl 2003 gewappnet sind und rechtzeitig damit beginnen können.

Ich bitte Sie also, dem Antrag Spoerry zuzustimmen.

Cornu Jean-Claude (R, FR): Afin d'éviter que d'assez bonnes propositions – celle de la minorité et celle de Mme Spoerry – s'annihilent au profit d'une proposition nettement moins bonne, d'entente avec mes collègues de la minorité, je retire la proposition de minorité en faveur de la proposition Spoerry, version modifiée. Si cela peut aider les derniers hésitants, cela permet d'éviter un problème que recelait le texte allemand de la version du Conseil national. Dans le texte allemand, on parlait de «Förderung von jungen Kandidatinnen und Kandidaten», alors que dans le texte français, on parlait simplement de promouvoir les candidatures des jeunes et de personnes des deux sexes, ce qui évitait qu'on pense que par cette disposition, on puisse tout à coup soutenir telle ou telle personne dans une campagne personnalisée. Le texte de la proposition Spoerry ne recèle pas cette ambiguïté, ni en français ni en allemand. Je pense qu'il est tout à fait acceptable.

Je vous recommande de soutenir la proposition Spoerry.

Le président (Cottier Anton, président): La proposition de la minorité a été retirée.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 22 Stimmen
Für den modifizierten Antrag Spoerry 20 Stimmen

02.400

**Parlamentarische Initiative
SPK-NR.
Unterstützung
zur Erfüllung
der parlamentarischen Aufgaben**
**Initiative parlementaire
CIP-CN.
Moyens alloués
aux membres des Conseils
au titre du mandat parlementaire**

Differenzen – Divergences

Einreichungsdatum 24.01.02

Date de dépôt 24.01.02

Bericht SPK-NR 24.01.02 (BBI 2002 3985)

Rapport CIP-CN 24.01.02 (FF 2002 3715)

Stellungnahme des Bundesrates 27.02.02 (BBI 2002 4006)

Avis du Conseil fédéral 27.02.02 (FF 2002 3737)

Nationalrat/Conseil national 19.03.02 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 03.06.02 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 12.06.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 17.06.02 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 18.06.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 19.06.02 (Differenzen – Divergences)

Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 20.06.02

Nationalrat/Conseil national 20.06.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 20.06.02 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 21.06.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 21.06.02 (Schlussabstimmung – Vote final)

1. Bundesgesetz über die Bezüge der Mitglieder der eidgenössischen Räte und über die Beiträge an die Fraktionen (Entschädigungsgesetz. Unterstützung zur Erfüllung der parlamentarischen Aufgaben)

1. Loi fédérale sur les indemnités dues aux membres des conseils législatifs et sur les contributions allouées aux groupes (Loi sur les indemnités parlementaires. Moyens alloués aux membres des Conseils au titre du mandat parlementaire)

Ziff. I Titel

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. I titre

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2, 3a

Antrag der Kommission

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Brunner Christiane, Béguelin)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 2, 3a

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Brunner Christiane, Béguelin)

Adhérer à la décision du Conseil national

